

<https://divergences.be/spip.php?article4133>



# Pour davantage d'Israéliens, dénoncer les crimes de guerre n'est plus tabou

- Le camp du refus Isr. Pal. -



Publication date: vendredi 30 mai 2025

---

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

---

La reconnaissance des atrocités commises par l'armée à Gaza est désormais intégrée au discours dominant israélien. Cela ne peut à lui seul mettre fin à la guerre, mais c'est un changement profond.

La semaine dernière, le chef de l'opposition israélienne Yair Golan a fait la une des journaux internationaux lorsqu'il a déclaré dans une interview à la radio publique israélienne qu'« un pays sain d'esprit ne fait pas la guerre aux civils, ne tue pas de bébés par passe-temps et ne cherche pas à expulser une population ».

Il s'agissait d'une accusation interne rare, même si suggérer qu'Israël commet des crimes de guerre à Gaza n'est guère une affirmation radicale. L'armée elle-même a admis au média israélien HaMakom que 82 % des personnes tuées à Gaza au cours des deux premiers mois suivant la rupture du cessez-le-feu étaient des civils. Les neuf enfants de la famille Al-Najjar, ou ceux brûlés vifs dans l'école Fahmi Al-Jarjawi de Gaza après une frappe aérienne israélienne, sont les preuves tangibles les plus récentes de cette réalité brutale.

Mais quelques jours plus tard, Golan a changé de cap et a affirmé sur la chaîne 12 dans l'émission « Meet the Press » qu'« Israël n'a pas commis de crimes de guerre à Gaza » et qu'il « ne tue pas de bébés pour le plaisir ».

Le revirement de Golan s'explique facilement par des calculs électoraux. Un sondage du quotidien israélien Maariv a montré que le parti des Démocrates de Golan avait chuté de 16 à 12 sièges à la Knesset après sa première interview à la radio publique. Pourtant, dans un sondage ultérieur réalisé par la Douzième chaîne, 5 % des personnes interrogées ont déclaré qu'elles ne voteraient pas pour Golan après ses propos, mais 7 % ont déclaré avoir décidé de voter pour lui en raison de ses propos.

Ces derniers mois, Golan a bénéficié de sa réputation de seule figure de l'opposition prête à affronter Netanyahou et son gouvernement, et son influence au sein du mouvement de protestation antigouvernemental s'est accrue en conséquence. À cet égard, cette nouvelle confrontation ne devrait que renforcer cette image.

Pourtant, le sondage Maariv, qui attribue encore 12 sièges à Golan après sa remarque selon laquelle il « tue des bébés par passe-temps », révèle quelque chose de surprenant. Dans un climat politique où accuser Israël de tuer délibérément des enfants de Gaza est totalement illégitime, et où, selon un nouveau sondage effroyable, 82 % des Juifs israéliens approuvent l'expulsion massive et 47 % soutiennent le massacre à l'échelle biblique des villes conquises, plus de 10 % des Juifs israéliens soutenaient encore un homme politique qui condamnait ces mêmes atrocités. Et ce, avant son revirement.

Si l'on inclut les citoyens palestiniens d'Israël, qui n'ont guère besoin de Yair Golan pour citer ce qu'ils voient quotidiennement, on constate que plus de 20 % de la population israélienne estime que leur pays commet des crimes de guerre à Gaza. Si tel est le cas, un commentateur, analyste ou expert sur cinq devrait partager cet avis. Pourtant, en réalité, il serait difficile de trouver ne serait-ce qu'une personne sur 100, voire 500, prête à exprimer une telle critique dans les médias israéliens.

Le silence sur ces inquiétudes n'est pas nouveau. Avant le 7 octobre, remettre en question le mythe de la légitimité militaire d'Israël était déjà politiquement toxique. Après les attaques, c'est devenu totalement impensable. Mais ces dernières semaines, et notamment depuis la rupture unilatérale du cessez-le-feu par Israël début mars, la prise de conscience des crimes de guerre commis par l'armée à Gaza a dépassé la gauche radicale et la communauté palestinienne pour s'étendre au grand public.

Il y a l'ancien chef d'état-major israélien Moshe Ya'alon, qui a récemment déclaré qu'Israël « envoie des soldats

commettre des crimes de guerre à Gaza », et l'ancien Premier ministre Ehud Olmert , qui a affirmé cette semaine qu'Israël « ne combat plus le Hamas » et dénoncé son utilisation de la famine comme arme comme crime de guerre. Et il y a les manifestations hebdomadaires de plus en plus nombreuses où les participants brandissent des photos d'enfants palestiniens tués à Gaza, et où d'anciens juges et autres hauts fonctionnaires signent des pétitions invoquant le « devoir de refuser des ordres manifestement illégaux ».

Si le revirement de Golan est décevant – surtout venant de quelqu'un qui se présente comme l'alternative de principe de Netanyahu –, sa position individuelle importe moins que l'évolution du paysage politique qu'elle reflète. Que ces voix restent exclues du discours dominant ne signifie pas qu'elles n'existent pas, ni qu'elles ne progressent pas ; cela révèle seulement la lâcheté et la faillite morale des médias et de l'establishment politique israéliens.

### La crédibilité de l'armée s'érode

Avant même mars, lorsqu'Israël a violé unilatéralement le cessez-le-feu, des fissures étaient déjà apparues au sein du bloc centriste israélien – la même population qui avait envahi les rues pour protester contre le coup d'État judiciaire, mais qui s'était présentée à son service de réserve après le 7 octobre, que ce soit par conviction sincère en la « destruction du Hamas » ou par sens du devoir. Yaalon, figure emblématique de l'opinion centriste israélienne, a commencé à qualifier la destruction de Gaza de « nettoyage ethnique » dès décembre 2024 , et son discours a profondément influencé le discours dominant, y compris celui de personnalités comme Yair Golan.

Mais lorsqu'Israël a explicitement saboté un accord global sur la prise d'otages afin de prolonger la guerre, ces fissures se sont transformées en gouffres. À travers elles, les horreurs brutes de la réalité à Gaza ont commencé à émerger.

Cette nouvelle offensive, lancée malgré un soutien massif de l'opinion publique à la fin de la guerre pour obtenir la libération des otages, a révélé la rhétorique creuse du gouvernement et de l'armée. Alors que les responsables vantent une « victoire totale » sur le Hamas et affirment que l'action militaire sauve les otages, en réalité, les opérations israéliennes à Gaza tuent principalement des civils et mettent en danger les captifs israéliens (sans parler de la destruction systématique de l'espace urbain de Gaza , qui fait encore l'objet d'une attention publique bien moins grande qu'elle ne le mérite).

L'utilisation par Israël de la famine à Gaza a également joué un rôle majeur dans l'évolution des sentiments. Lorsqu'Israël a suspendu toute aide humanitaire début mars, la décision n'a suscité que peu de réactions nationales. D'ailleurs, Amit Segal, de Channel 12, a rappelé à Golan, lors de leur interview « Meet the Press », qu'il avait initialement approuvé l'affamement de la population de Gaza au début de la guerre. Mais le récent déluge d'images – nourrissons émaciés, foules désespérées attaquant les sites de distribution d'aide – a commencé à briser cette indifférence.

Comme souvent, ce changement s'est opéré indirectement, principalement à travers la couverture médiatique internationale ininterrompue de la catastrophe humanitaire à Gaza. Mais, fait révélateur, même les médias israéliens ont diffusé de plus en plus d'images de la bande de Gaza, les présentant généralement sous l'angle de « la façon dont le monde nous perçoit ».

L'armée israélienne a elle aussi profondément érodé sa propre crédibilité auprès des Israéliens centristes. D'ordinaire, la confiance publique dont elle jouissait conféra à ses actions fondamentalement politiques un vernis de « sécurité », notamment l'expansion des colonies et le recours exclusif à la force militaire face aux Palestiniens. Pourtant, l'armée a totalement échoué à masquer ses actions à Gaza – le déplacement massif de la population palestinienne, la famine provoquée et la destruction massive des infrastructures urbaines – par une quelconque

justification sécuritaire. Le constat accablant qui circule aujourd'hui parmi les manifestants antigouvernementaux de Tel-Aviv, majoritairement centristes – « L'armée est tombée, tout comme la police sous Ben Gvir » – reflète ce changement.

Pour l'opinion publique centriste israélienne, le nouveau chef d'état-major de l'armée, Eyal Zamir, a mal démarré son mandat en évinçant l'une de ses figures de confiance, l'ancien porte-parole de Tsahal, Daniel Hagari. L'incapacité de Zamir à prendre ses distances avec Netanyahu et le ministre d'extrême droite Bezalel Smotrich n'a fait que consolider son image de leur homme de main politique. Lorsque Netanyahu déclare ouvertement que l'objectif de la guerre est le nettoyage ethnique de la population de Gaza (présenté comme « la mise en œuvre du plan Trump »), les tentatives désespérées de l'armée de requalifier ces actions de « mesures de sécurité » sonnent encore plus creux.

Cette érosion de la confiance dans l'armée et l'inquiétude palpable de ses hauts gradés ont été révélées dans un article récent du correspondant de guerre Ron Ben-Yishai sur le site d'information israélien Ynet. L'article exprimait les inquiétudes des « hauts généraux de Tsahal » face au scepticisme croissant de l'opinion publique quant à leur capacité à « libérer des otages tout en vainquant le Hamas » et à leur conduite à Gaza. Une « source militaire de haut rang » a insisté : « Nous savons ce que nous faisons, et certains signes montrent que cela fonctionne. »

La réaction du public a été dévastatrice. Publié sur un média grand public extrêmement populaire (et non sur des publications de gauche comme Haaretz ou Local Call), l'article a suscité 157 commentaires, dont un ou deux seulement soutenaient les affirmations de l'armée ; les autres les rejetaient avec une dérision catégorique. Comme le dit un commentaire typique : « Quand les généraux de Tsahal disent "Nous savons ce que nous faisons", nous disons : nous ne vous croyons pas et ne vous faisons pas confiance. »

Le chef d'état-major Zamir semble conscient des dommages potentiellement durables causés par ce fossé entre l'armée et des personnalités comme Yaalon et Golan. Alors que l'influence du secteur sioniste religieux s'accroît dans ses rangs, l'armée s'appuie encore fondamentalement sur ce « centre patriotique » qui constitue la majeure partie des réserves et des manifestations sur la place Kaplan pour occuper des postes de combat, de commandement et, surtout, des postes techniques.

Les tentatives de Zamir pour contrer l'échelon politique, que ce soit en limogeant brutalement de son poste militaire le général David Zini, chef du Shin Bet, choisi par Netanyahu, ou en rejetant publiquement la déclaration de Zini concernant une « guerre éternelle », reflètent son inquiétude face à cette crise. Mais ces gestes minimes pourraient s'avérer insuffisants pour restaurer la crédibilité fragilisée de l'armée auprès de son cœur de cible.

### **Un bilan fondamental**

Les tactiques issues de la gauche radicale, comme l'affichage d'images d'enfants tués par Israël à Gaza ou l'organisation de manifestations contre la guerre près de la barrière frontalière, ont indéniablement contribué à faire évoluer le discours public et à « briser le mur de l'indifférence ».

Mais parler des crimes de guerre israéliens dépasse désormais largement les cercles militants. Lors d'un rassemblement sur la place Rabin à Tel-Aviv, la semaine dernière sous le titre « En finir avec la folie », la question était au cœur du débat : Yaalon a qualifié les meurtres de nourrissons de « politique gouvernementale », tandis que le leader de la manifestation, Ami Dror, a déclaré : « Une nation de survivants de l'Holocauste ne peut pas affamer les bébés. » Les milliers de personnes présentes, qui représentaient la population traditionnelle de la gauche modérée, ont applaudi ces propos autrefois impensables.

### **Pourquoi la demande d'Israël au Hamas de désarmer est une fausse piste**

La reconnaissance publique croissante des crimes de guerre commis par Israël à Gaza ne suffira cependant pas à mettre fin à la guerre. Elle exigera la convergence de multiples forces : la volonté de Trump de conclure des accords lucratifs avec les États du Golfe ; la pression européenne, alimentée par les images inimaginables qui émergent de la bande de Gaza ; la vague croissante de refus au sein de l'armée israélienne (bien que toujours incomplètement quantifiable) ; l'évolution de la crise constitutionnelle israélienne, désormais centrée sur la nomination du Shin Bet ; les tensions économiques liées à la guerre ; et bien d'autres encore.

Pourtant, le simple fait que ce changement de conscience soit en cours est d'une importance capitale, d'autant plus qu'il se propage malgré le silence médiatique et politique, ou peut-être grâce à lui. Ce réveil pourrait remodeler le discours politique actuel, inciter des personnalités comme Golan à rompre leur silence et jouer un rôle dans le débat sur Gaza. Pour l'avenir de ce pays, cette prise de conscience est fondamentale.

Merlon Rapoport

Merlon Rapoport est rédacteur chez Local Call.